

« Monsieur le ministre, nous entendez-vous ? » À Global Industrie, la colère des industriels ne faiblit pas



Les grands patrons de l'industrie françaises ont multiplié les prises de parole offensives depuis le début du Global Industrie pour sensibiliser les pouvoirs publics. (Crédits : Global Industries)

Pierrick Merlet [@PierrickMerlet](#)

REPORTAGE. Face aux difficultés du moment, les grands patrons de l'industrie française présents au salon Global Industrie, qui se tient actuellement à Lyon, demandent une réaction du gouvernement pour les aider. Le ministre de l'Industrie et le Premier ministre sont attendus sur place ce jour.

« Alors » que le ministre de l'Industrie et de l'Énergie, Marc Ferracci, et son Premier ministre, François Bayrou, doivent arpenter les allées du salon Global Industrie, ce jeudi 13 mars, la tension dans les rangs des patrons de l'industrie ne faiblit pas. Présenté comme la plus grande usine de France avec ses 2 500 exposants et milliers de machines, cet événement réunit tous les corps de métiers d'une industrie qui se sent inaudible ces

derniers mois. « *Monsieur le ministre, nous entendez-vous ?* », a pesté lors d'une prise de parole publique sur le salon, Élisabeth Ducottet, présidente de l'entreprise Thuasne.

La patronne de cette société spécialisée dans la production d'équipements et accessoires médicaux a critiqué le coût du travail en France, mais aussi le coup de rabot des aides pour le recrutement d'apprentis acté dans le budget de l'année 2025.

« *Au lieu de 50 apprentis à Saint-Etienne, nous n'en aurons que 30 cette année* », a notamment précisé la dirigeante, qui a aussi critiqué les coupes dans le Crédit Impôt Recherche (CIR), outil qui permet une prise en charge des dépenses de R&D réalisées dans l'Hexagone. « *Nous allons faire quatre à cinq projets de recherche en moins en France dans les prochains mois à cause de cette mesure* », ajoute-t-elle.

ENTREPRISES

« Monsieur le ministre, nous entendez-vous ? » À Global Industrie, la colère des industriels ne faiblit pas

Dans ce contexte, **un sondage réalisé auprès de 2 000 industriels par l'institut Ipsos avant la tenue du salon et commandé par ses organisateurs** remet sur la table une nouvelle fois le besoin d'aide de ce tissu économique. Ils sont 77 % à demander une baisse des prélèvements obligatoires même si cela implique une baisse des aides aux entreprises. En ce sens, le député Charles Rodwell (Renaissance) compte porter une mesure similaire pour environ 20 milliards d'euros dans le cadre de la commission d'enquête parlementaire sur la désindustrialisation, elle qui commence ses travaux ce jeudi.

« Nous sommes incapables de faire comprendre aux pouvoirs publics ce que nous sommes en résumé. Je ne vois pas trop d'actes en faveur des entreprises industrielles. Pas de cadeau sur les impôts de production, pas de cadeau sur les charges patronales, tandis que pour bénéficier du CIR il faut remplir 60 pages en France quand il n'en faut que deux au Canada », regrette Pierre-Étienne Bindschedler, le PDG de Soprema.

Se faire entendre

D'ailleurs, dans les mesures efficaces et réalistes à mettre en place pour soutenir l'industrie, la simplification administrative et réglementaire arrive en tête de l'une des questions de ce sondage. Ils sont 60 % de patrons de l'industrie à juger cette mesure efficace et réaliste, ainsi que 31 % efficace mais pas réaliste. « **En France, nous savons particulièrement bien complexifier les directives européennes... Nous manquons de simplicité et de souplesse** », constate François Rousseau, le président France du groupe ABB.

Depuis le lancement du plus important salon industriel de l'Hexagone, mardi 11 mars, les patrons ont multiplié les prises de parole publiques pour faire entendre le besoin d'un nouveau souffle sur le soutien des pouvoirs publics. Le gouvernement profitera-t-il de sa venue sur place ce jeudi, avec des prises de

parole successives de Marc Ferracci et François Bayrou, pour annoncer des mesures, particulièrement sur l'énergie ? Autre point d'inquiétude des industriels face à la volonté du groupe EDF de mettre aux enchères son électricité nucléaire.

« Il n'y a pas de pays fort sans économie forte et il n'y a pas d'économie forte sans industrie forte », résume Philippe Varin, président de la CCI internationale et ancien patron de France Industrie. Pour l'heure, l'industrie française est plongée dans un certain attentisme voire une paralysie, à l'image du coup d'arrêt observé dans les chiffres du baromètre industriel publié ce jeudi par la Direction générale des entreprises. Hors extensions et réductions significatives de sites industriels dans l'Hexagone, le solde des ouvertures et de fermetures d'usines est de -5 en France sur l'année 2024 malgré 114 ouvertures de sites. À titre de comparaison, ce solde était de +49 sur l'année 2022 et +59 l'année suivante.

« Il y a un ralentissement, ce n'est pas une surprise et nous nous attendons à ce que ce ralentissement perdure sur l'année 2025. Le nombre d'autorisations environnementales pour des sites industriels est en baisse », commente le cabinet du ministre de l'Industrie et de l'Énergie.

« **Sur notre réindustrialisation, nous étions au printemps et nous sommes passés à l'hiver en oubliant l'été, quelle va être la suite ?** », regrette Olivier Lluansi, professeur au Cnam et auteur d'un rapport sur la réindustrialisation pour le gouvernement rendu en fin d'année 2023. Tout en s'adressant à plusieurs dizaines de patrons de l'industrie, celui qui aussi est l'auteur du livre « **Réindustrialiser, le défi d'une génération** » demande aux dirigeants d'alimenter « **le débat public** » sous peine de disparaître dans le cas contraire. « **Si vous continuez à vivre cachés, certaines filières mourront dans l'indifférence** », estime l'expert. Le message semble avoir été entendu... jusqu'au gouvernement ? ■